Cuba dénonce que le blocus étasunien est la principale cause des difficultés de l'économie, des carences et des privations du peuple cubain

La Havane, 20 septembre (RHC/Prensa Latina)- Le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez, a dénoncé ici, à La Havane, le fait que le blocus reste la cause principale des difficultés de l'économie cubaine, des carences et des privations du peuple ainsi que le principal obstacle pour le développement.

Au cours d'une conférence de presse, Bruno Rodríguez a présenté aujourd'hui au siège du Ministère des Affaires étrangères, à La Havane, le projet de résolution intitulé « Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba » qui sera

soumis à la considération de l'Assemblée Générale de l'ONU en novembre.

« Ceux qui attribuent les problèmes de l'économie cubaine, en particulier ceux de ces derniers mois, à l'incompétence de notre gouvernement ou à l'inefficacité du Socialisme, se retrouvent, à la longue, dans une position d'ingénuité, d'ignorance ou de complicité avec le gouvernement des États-Unis dans cette politique génocidaire , obsolète, illégale et cruelle » a souligné notre ministre des Affaires étrangères.

Il a fait savoir que les 6 et 7 novembre prochains l'Assemblée Générale de l'ONU analysera de nouveau un projet de résolution présenté par Cuba pour mettre fin à cette politique et que nous sommes sûrs du fait que la mobilisation du peuple étasunien, de la communauté internationale et surtout, la mobilisation consciente de notre peuple, fera prévaloir la justice et la vérité », a-t-il souligné.
Bruno Rodríguez a rappelé que notre pays a le soutien écrasant de la communauté internationale qui a voté, l'année dernière, presque à l'unanimité, contre le blocus.
« Le blocus constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme des Cubains, de toutes nos familles, des Cubains qui habitent aux États-Unis et de pays tiers ainsi que des propres Étasuniens » a affirmé le ministre cubain des Affaires étrangères.
Selon les données rendues publiques par Bruno Rodríguez les dégâts causés à Cuba par ce siège injuste en vigueur depuis 60 ans, atteignent 922 milliards 630 millions de dollars.
Auparavant, le ministre cubain des Affaires étrangères avait condamné l'expulsion de deux diplomates cubains qui étaient en poste aux États-Unis et la restriction supplémentaire sur les déplacements appliquée contre deux autres par le Département d'état nord-américain.

Il a assuré qu'il s'agit d'actions injustifiées et illégitimes afin de calomnier les diplomates de notre pays, notre mission aux Nations Unies et notre pays.

Il a ajouté que ces mesures sont dues à des intérêts électoraux et que Cuba y donnera une réponse opportune.
Dans une autre partie de la conférence de presse, Bruno Rodríguez a indiqué :

"Les mesures qu'applique le gouvernement des États-Unis dans le cadre du blocus contre Cuba portent aussi sur les aliments et les médicaments. Je vais mettre un exemple : la Compagnie MediCuba S.A. a fait des demandes à plus d'une cinquantaine de compagnies étasuniennes pour l'achat de produits pour le système cubain de santé. Elle n'a pas reçu de réponse de la majorité d'entre elles et d'autres ont refusé signalant que le blocus l'interdit. Les difficultés de notre pays sont croissantes pour l'obtention de matières premières destinées à la fabrication de médicaments ».

«Le gouvernement des États-Unis est en train d'appliquer des restrictions extrêmes sur les voyages à Cuba, en particulier contre les Étasuniens. L'interdiction brutale et soudaine de l'arrivée de bateaux de croisière à notre pays est un exemple à retenir. Elle a été dictée avant l'élimination des licences générales pour les échanges en matière d'éducation appelés « De Peuple à Peuple ».

« Le gouvernement des États-Unis est en train d'appliquer des mesures spécifiques, non conventionnelles qui impliquent un changement qualitatif, une plus grande agressivité et un caractère extra-territorial plus marqué afin d'empêcher notre pays de se ravitailler en combustible sur plusieurs marchés situés en Amérique du Sud, en Europe et dans le Nord de l'Afrique. Ces actions incluent la menace directe, la persécution contre des compagnies de transport de combustible, des pressions sur les pays où sont immatriculés les supertankers, des actions contre des compagnies de transport maritime et contre des compagnies d'assurance. Tout cela constitue une escalade à des fins de dissuasion, d'intimidation afin de créer des difficultés supplémentaires à la population cubaine, de causer des préjudices à chaque famille, à chaque personne dans notre pays ».

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/202695-cuba-denonce-que-le-blocus-etasunien-est-la-principale-cause-des-difficultes-de-leconomie-des-carences-et-des-privations-du-peuple-cubain

Radio Habana Cuba